

«Le football est sur une pente inquiétante»

> **Neuchâtel** Trois semaines après avoir racheté Xamax, Bulat Chagaev attaque le rapport sur la Tchétchénie du conseiller aux Etats tessinois Dick Marty

> Celui-ci répond et livre son point de vue sur la situation neuchâteloise

Nicolas Gschwind, Berne

Suite aux rumeurs de menaces de mort proférées à ses joueurs dans les vestiaires en finale de Coupe de Suisse dimanche dernier, le nouveau propriétaire du Neuchâtel Xamax, Bulat Chagaev, s'est confié mercredi dans les colonnes du *Matin*. Le milliardaire y attaque entre autres le rapport sur la Tchétchénie du conseiller aux Etats tessinois Dick Marty, remis en 2009 au Conseil de l'Europe. Rencontré à Berne, le sénateur radical, président du Conseil de l'Université de Neuchâtel, répond et livre son point de vue sur la situation neuchâteloise.

Le Temps: Bulat Chagaev déclare que votre rapport sur la Tchétchénie au Conseil de l'Europe n'est «pas crédible». Comment réagissez-vous?

Dick Marty: Je suis sûr qu'il ne l'a même pas lu. S'il l'avait fait, probablement qu'il aurait réagi comme la délégation russe auprès du Conseil de l'Europe, qui s'est félicitée de l'objectivité du texte. Il suffit de lire les procès-verbaux: la moitié de la délégation a voté pour le rapport, et l'autre moitié s'est abstenue. Le *New York Times* a parlé d'un «petit miracle» au sujet de ce compte rendu, parce qu'autant la délégation russe que les ONG ont salué le texte, et c'est la première fois que cette convergence a lieu. Ce monsieur est donc tout seul dans son opinion.

– Selon lui, sur place, vous aviez déclaré que tout allait bien, et vous n'avez été très critique qu'une fois revenu en Suisse. Il se demande de qui vous avez peur pour changer pareillement d'avis...

– Je n'ai pas du tout changé d'avis! Qu'il lise le rapport, je m'exprime très clairement sur la question de Ramzan Kadyrov, j'ai même témoigné à ce sujet lors d'un procès public à Vienne. Je crois que ce monsieur ne sait pas de quoi il parle.

– Avant qu'il ne vienne à Xamax, aviez-vous déjà entendu parler de Bulat Chagaev, dans le cadre de vos travaux?

– Non, mais ce n'était pas mon but non plus: j'étais chargé de faire un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le Caucase du Nord. Ce n'était pas mon rôle de faire une enquête sur les proches de Ramzan Kadyrov.

– Vous avez des liens étroits avec Neuchâtel, des activités dans la région. Que pensez-vous de l'évolution du club?

– C'est navrant. Je préférerais une équipe en Challenge League ou même en première ligue, mais qui soit l'expression d'une région, un modèle pour les jeunes. Si l'arrogance de l'argent est l'unique exemple donné aux jeunes, il n'y a pas de futur possible. Je ne crois pas qu'on puisse remplacer le lien entre une équipe et son public uniquement en payant.

– Vous craignez que le club ne disparaisse un jour?

– En tout cas, il est en train de perdre son âme neuchâteloise, c'est cela qui m'attriste. On peut se

demander pourquoi des étrangers reprennent des clubs tessinois ou Neuchâtel Xamax, alors qu'en Suisse personne n'a jamais gagné un franc avec le football. Mais il y a d'autres signes inquiétants: la fille du président kazakh achète une villa pour 75 millions, la fille du président ouzbek fait une acquisition à Genève, et on accepte cela sans broncher, on continue à penser que l'argent n'a pas d'odeur.

– Les Etats qui sont nés de l'ancienne URSS génèreraient une nouvelle catégorie de financiers à risque, en quelque sorte?

– Oui. C'est d'autant plus gênant que j'ai vu la misère en Tchétchénie. Je rappelle que les autorités tchéchènes ont été ces deux dernières années condamnées 200 fois par la Cour européenne des droits de l'homme, du jamais-vu dans l'histoire judiciaire en Europe. Certains vivent dans la pauvreté, il n'y a pas assez d'hôpitaux, et de l'autre côté on voit que des gens s'amuse à acheter des clubs de football plutôt que d'investir chez eux. Je trouve cela vraiment triste. Il est clair qu'on n'a pas les moyens de les en empêcher. Mon jugement n'est pas juridique, il relève uniquement de l'éthique.

– Justement, que peuvent faire les politiciens suisses face à une telle situation?

– En tant que représentants de la population, ils peuvent donner des messages de nature éthique. Il est vrai que les clubs de football sont des sociétés privées, mais qui ont tout de même une importance publique, ne serait-ce que parce qu'elles utilisent des structures publiques et font appel aux services publics, comme la police.

– Vous avez toujours été actif dans le combat contre l'argent sale. Avez-vous l'impression qu'aujourd'hui, dans ce genre de situation, on manque de curiosité?

– Oui, mais ce n'est pas seulement le cas de Xamax. Je crois que cela arrive un peu partout: des grands clubs ont été rachetés, la FIFA donne une image de magouilles, de corruption, où l'argent domine, sans aucune transparence, sans contrôle démocratique. Le football est en train de prendre une pente très inquiétante.

– Selon plusieurs sources, Bulat Chagaev aurait menacé ses joueurs de mort dans les vestiaires, à la mi-temps de la finale de Coupe de Suisse, une information démentie par le principal intéressé. Quelle est votre réaction?

– Il s'agit vraisemblablement de menaces pas très sérieuses, mais cela démontre un état d'esprit: «Je paie, je commande.» Pas besoin d'aller jusqu'en Tchétchénie pour le constater: quand Sylvio Bernasconi, l'ancien président du club, dit que «ceux qui n'ont pas d'argent n'ont qu'à fermer leur gueule», c'est déjà le signe d'une mentalité extrêmement inquiétante.

Page 13

Philippe Gnaegi prêt à rencontrer Chagaev

Le conseiller d'Etat plaide pour un discours direct entre sport et politique

N. G.

Face à la situation de Xamax et aux controverses de ces dernières semaines, Philippe Gnaegi, chef du Département de l'éducation, de la culture et des sports du canton de

Neuchâtel, écarte toute réponse définitive. Ancien junior du club, le conseiller d'Etat libéral-radical insiste d'abord sur le fait que le gouvernement cantonal n'a pas à interférer dans des sociétés privées: «Notre condition est que les lois en vigueur en Suisse et dans les cantons soient respectées, et c'est le cas dans ce dossier.»

Pour le ministre, pas de quoi remettre en cause Bulat Chagaev: «Cet homme travaille depuis vingt ans à Genève, qui est un Etat de droit.» Le politicien relève également que malgré ses «centaines de millions de francs» de chiffre d'affaires, le Tchétchène n'a jamais fait parler de lui auparavant.

Une âme perdue?

Interrogé sur le risque que le club neuchâtelois finisse par y perdre son âme, le ministre tempore: «Il est important que le public se retrouve dans cette équipe, que le club véhicule un nom, une région, mais il est trop tôt pour juger de la question.» Le responsable des sports souligne l'importance du «devoir d'exemple» d'une équipe à laquelle les jeunes s'identifient, tout en admettant n'avoir pas beaucoup d'influence sur la situation. En cas d'éventuel problème, il se déclare néanmoins prêt à entrer en contact avec le dirigeant du club: «C'est important que la politique soit en dialogue direct avec le monde du sport, et je pense qu'une rencontre va se faire.»

Les politiciens ne devraient-ils pas prendre position sur le plan éthique, comme le suggère Dick Marty? Philippe Gnaegi élargit le débat: «Le message éthique n'a pas uniquement à voir avec le football. Les valeurs humaines, le respect sont importants à mes yeux et je fais passer ce message autant au niveau du sport que de l'éducation ou de la culture.»

Pour le politicien, le message du Conseil d'Etat doit être clair: Neuchâtel est un canton où les lois sont respectées. «Nous ne sous-entendons pas pour autant que Bulat Chagaev viole les lois, nous ne l'accusons absolument pas», s'empresse-t-il toutefois de préciser.

*Le Temps, page 13 Débats
03.06.2011*

Les Tchétchènes feraient mieux d'investir dans les droits humains

Zaïnap Gachaeva

On l'appelle «la Natalia Politkovskaïa tchétchène». A

L'instar de la journaliste russe, assassinée en 2006, Zaïnap Gachaeva oeuvre depuis 17 ans pour faire connaître au monde les atrocités commises pendant les deux guerres en Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2000) et dénoncer les violations des droits de l'homme qui perdurent aujourd'hui. Menacée à de nombreuses reprises par le régime pro-russe de Tchétchénie, elle s'est réfugiée en Suisse il y a 4 mois. Son engagement pour la paix lui a récemment valu le Prix de la Fondation Ida Somazzi. Rencontre à Berne, dans les locaux de la Société pour les peuples menacés.

Le Temps: Qu'est-ce qui vous a conduite à vous engager pour les droits de l'homme en Tchétchénie?

Zaïnap Gachaeva: Avant la guerre, je vivais à Moscou avec ma famille. Economiste de formation, j'étais à la tête d'une

entreprise florissante. Puis, en 1994, le pouvoir russe a envahi la Tchétchénie. Pour moi, c'était un choc: on attaquait ma petite patrie! Imaginez: nous, les Tchétchènes, pensions que nous étions tous égaux au sein de la

44/56
Fédération russe. Je trouvais inconcevable que le régime russe puisse attaquer cette toute petite république avec des milliers de soldats, des avions et des chars. Je ne pouvais pas rester tranquillement chez moi à Moscou, je considérais qu'il était de mon devoir de m'engager pour mon peuple.

– **Qu'avez-vous fait?**

– Difficile de résumer 17 ans de travail. J'ai fondé l'ONG «Echo de la guerre» qui réunit des femmes russes et tchétchènes. Nous avons récolté entre autres des documents témoignant des violations des droits de l'homme perpétrées pendant les guerres de Tchétchénie. Ce matériel a notamment servi à sensibiliser les organisations internationales, mais aussi les parlements européens. Il s'est avéré positif pour rétablir l'image des Tchétchènes, qualifiés de «bandits» et de «terroristes» par la propagande de l'Etat russe. Je sais bien que je n'ai pas changé le monde, mais j'ai aidé à changer le regard de la communauté internationale sur mon pays.

– **Quelle est la situation actuelle des droits de l'homme là-bas?**

– Elle est très confuse. Pendant la guerre, les violations des droits de l'homme étaient commises de façon flagrante par l'armée d'occupation. Aujourd'hui, l'ordre semble régner, mais les attentats et les assassinats se multiplient. Il faut quand même reconnaître que tout n'est pas sombre: le pays est reconstruit, il se développe économiquement. Mais, plus qu'avant, les gens ont peur et se méfient de leurs voisins, de leurs proches. Il n'est pas permis de penser librement.

– **Qu'en est-il de la rébellion?**

– Des jeunes continuent à partir dans les montagnes pour rejoindre des bandes extrémistes. Celles-ci commettent des attentats contre les forces de l'ordre et les fonctionnaires, sans distinction. Cela entraîne une terrible répression. Ce qui est révélateur, c'est que les autorités locales et les terroristes parlent tous deux d'«exterminer» l'adversaire. Moi, je dis que personne ne doit plus tuer. Il y a des lois, des tribunaux.

– **Mais le système judiciaire fonctionne-t-il?**

– En réalité il est totalement corrompu, comme dans toute la Russie. C'est une gangrène qui touche aussi les ministères et le service public.

– **Quelle a été la réaction des politiciens russes à vos doléances?**

– Ils m'ont souvent rétorqué: «Vous feriez mieux de vous taire.» En revanche, la société civile, qui renaît de ses cendres, comprend les revendications pour les droits humains. Je tiens à préciser que les Tchétchènes ne sont pas les seuls à souffrir. Beaucoup de mères russes ont perdu un fils pendant les deux conflits. Quant aux survivants, revenus cassés d'une guerre qu'ils n'avaient pas choisie, ils jouent de la guitare dans le métro de Moscou. Un grand nombre d'entre eux se suicident. Voilà la reconnaissance du régime envers eux.

– **Et, en Tchétchénie, quelles sont les perspectives pour les jeunes?**

– Il y a quelques années, le chômage s'élevait à 70%. Cela va un tout petit peu mieux aujourd'hui. Les nombreux diplômés de hautes écoles ne trouvent du travail que dans la construction ou les forces de l'ordre. Et puis, les jeunes continuent de souffrir des conséquences de la guerre. La tuberculose, mais aussi les cancers prolifèrent, que d'aucuns attribuent à l'usage de bombes illicites. Tous les jours, j'apprends que tel ou tel jeune est mort. En Tchétchénie, vivre jusqu'à 50 ans est considéré comme un bel âge.

– Quel a été votre sentiment en apprenant qu'un homme d'affaires tchétchène proche du pouvoir projetait d'acheter un club de foot en Suisse?

– Cela m'est parfaitement égal. Je ne le connais pas et je ne porte pas de jugement sur ses investissements. Par contre, ce qui m'attriste, c'est que, à ma connaissance, jamais aucun homme d'affaires tchétchène n'a soutenu d'ONG défendant les droits de l'homme.

– Et la Suisse, que peut-elle faire pour votre pays?

– Je souhaiterais qu'elle soutienne davantage les initiatives des ONG plutôt que ses propres intérêts économiques. Par ailleurs, je suis reconnaissante envers la Suisse d'avoir été régularisée, mais je pense aussi à tous mes compatriotes dont j'espère qu'ils seront traités de façon équitable. Ils ont vraiment des raisons d'être ici, quand bien même la situation économique s'est améliorée en Tchétchénie. Et pourtant, Dieu sait s'ils souhaiteraient retourner dans leur patrie.